

La solidarité européenne sous le feu de trois élections

chronique

ALEXANDRE ADLER

Jamais dans l'histoire politique de l'Europe unifiée une telle convergence de dates n'était apparue. En effet, il se trouve que trois événements décisifs vont se produire à peu près au même moment, dans la seconde moitié du mois de juin : les élections législatives françaises, la ratification par le Parlement allemand d'un projet de traité de solidarité européenne et la seconde vague d'élections grecques qui fera figure de référendum pour ou contre l'appartenance de ce pays à l'Euroland. Mieux encore, les résultats de chacune de ses élections auront un retentissement sur les deux autres pro-

cessus, principalement la montée, en Allemagne, des opinions favorables à un délestage immédiat de la Grèce. Le problème principal, en effet, est en réalité le moins décelable à l'œil nu. Mais il est évident que l'opinion allemande évolue vers un euroscepticisme de plus en plus marqué. Certes, il existe une sorte de « pare-feu » politique en Allemagne que l'on peut tout à fait comparer aux « pare-feu » financiers que la Banque centrale européenne (BCE) et les gouvernements européens s'efforcent d'établir en cas de nouvelle faiblesse de l'euro.

Ce pare-feu n'est autre que l'existence d'un consensus tacite des chrétiens-

démocrates, des sociaux-démocrates et des Verts pour ne pas utiliser les questions européennes dans le but de se distancer les uns des autres, mais, au contraire, pour faire front commun. Cette attitude responsable de l'opposition a permis de marginaliser quelques francs-tireurs parlementaires hostiles à la solidarité européenne. Cette hostilité est néanmoins majoritaire au sein du parti libéral FDP, il est vrai lui-même en chute libre, et chez quelques orateurs populistes, essentiellement bavarois. Mais ne nous y trompons pas, au-delà d'une trop grande flexibilité de la chancellerie, c'est toute la cohésion de la droite allemande qui se fissure, sans pour autant que celle-ci ait l'apanage d'un euroscepticisme dont on a de nombreux témoignages à gauche.

Dans une nouvelle poussée suicidaire, l'électorat grec s'apprête donc à voter, peut-être plus nettement encore, pour le parti d'extrême gauche Syriza et peut-être même, de l'autre côté, pour les néonazis. Le jour même où le vote eurosceptique des Grecs serait confirmé, une vague inarrêtable se déclencherait à Berlin pour organiser l'expulsion d'Athènes.

Reste l'élection française : trois hypothèses sont aujourd'hui envisageables. Une victoire nette des socialistes, qui leur confère une marge de manœuvre importante dans la crise qui s'ouvrira simultanément ; une contre-offensive vigoureuse de l'UMP, qui implique d'emblée une cohabitation ; ou une victoire beaucoup plus courte des gauches, qui rende le gouvernement Ayrault désormais dépendant des humeurs du Front de gauche et de certains Verts, évidemment acquis à la cause de la démagogie grecque.

Dans les deux premiers cas, François Hollande aura la marge de manœuvre pour imposer des disciplines aussi rigoureuses à une opinion française qui ne les a pas encore comprises et pour coller à la Grande Coalition de fait qui règne en Allemagne.

Mais il est une célèbre loi dite des « ennemis maximums » : les Grecs voteraient très mal, les Allemands deviendraient de plus en plus sensibles à l'euroscepticisme, aussi bien à gauche qu'à droite, et la gauche française, divisée, subirait de plein fouet les chantages de Jean-Luc Mélenchon. C'est là évidemment que les marchés financiers testeront cette fois-ci, pour de bon, la solidité véritable de l'édifice de l'euro. C'est là aussi que l'on testerait la capacité d'hommes d'État des principaux protagonistes de cette grande querelle, des deux côtés du Rhin.



THE NEW YORKER/WWW.CARTOONBANK.COM / L'INÉGALITÉ DES SINGLES © LES ÉDITIONS DES ARÈNES PARIS

Klaus F. Zimmermann

Le directeur de l'Institut des études sur l'emploi (Iza*) en Allemagne pointe, à travers l'accord entre les deux entreprises, la détermination du gouvernement chinois à mener une politique industrielle plus offensive.

Le vrai sens de l'accord entre Apple et Foxconn en Chine

Il y a quelques semaines l'icône industrielle (Apple) et le plus gros sous-traitant au monde (Foxconn) ont conclu un accord négocié avec la Fair Labor Association (FLA), une organisation basée à Washington qui milite pour modifier la politique salariale dans les usines de montage produisant les iPhone et les iPad.

Cet accord a suscité bon nombre de réactions au sein du monde occidental. Beaucoup ont été soulagés de voir des industriels chinois accepter une réduction du temps de travail, une amélioration des normes salariales, en plus d'une augmentation des salaires. D'autres ont considéré comme une bonne nouvelle qu'une grande multinationale fasse d'importantes concessions à ses travailleurs. Pourtant, selon certains observateurs, il s'agit à uniquement d'une manœuvre pour sauver les apparences en matière de responsabilité sociale des entreprises.

Toutes ces interprétations sont bien en deçà de la transformation profonde de la stratégie industrielle chinoise à laquelle nous assistons. Revenons un instant sur l'annonce importante faite l'été dernier par Foxconn et qui est passée quasi inaperçue. Le sous-traitant avait dévoilé son intention d'équiper ses usines d'assemblage chinoises de près d'un million de robots

industriels d'ici à trois ans. Cette voie s'inscrit dans une stratégie efficace visant à remédier à un problème majeur : le caractère routinier, répétitif, abrutissant et le rythme intense du travail de ses salariés.

Mais pour quelle raison le gouvernement chinois y consentirait-il ? Après tout, deux choses sont certaines. Tout d'abord, on peut sans trop se tromper affirmer que le gouvernement chinois prend part à toutes les délibérations en

Les dirigeants et le peuple chinois sont conscients du défi majeur que représente une population qui risque de vieillir plus vite qu'elle ne s'enrichit

matière de stratégie industrielle, d'autant que Foxconn est une société taïwanaise. D'autre part, le nombre de nouveaux arrivants sur le marché du travail - environ 10 millions de jeunes chaque année - demeure exorbitant. L'imminence de ce pic d'entrants sur le marché du travail est liée à la rapide évolution démographique chinoise. Elle concerne surtout les garçons en raison d'une tradition culturelle, elle-même exacerbée par la politique de l'enfant unique, qui priviliege la naissance

d'enfants de sexe masculin. Jusqu'ici, les femmes constituaient la majorité de la main-d'œuvre employée dans les nombreuses usines d'assemblage des provinces côtières chinoises.

Les dirigeants et le peuple chinois sont conscients du défi majeur que représente une population qui risque de vieillir plus vite qu'elle ne s'enrichit. Si les lois démographiques sont immuables, en revanche, le modèle de croissance et le niveau de revenus peuvent être modifiés.

C'est précisément sur ce front que le gouvernement chinois fait un pari déterminé et courageux. Il souhaite une augmentation des salaires, pas seulement pour renforcer la consommation intérieure, mais pour permettre véritablement aux entreprises chinoises, ainsi qu'à leurs employés, de bénéficier d'une part plus importante de la valeur ajoutée qu'au cours de ces dernières décennies. On estime en effet que le coût de la main-d'œuvre équivaut à seulement 1 à 3 % du prix de vente final d'un iPhone ou d'un iPad.

C'est sans conteste la préoccupation principale de la politique industrielle chinoise. En revanche, l'industrie d'assemblage à grande échelle n'est plus considérée comme une voie susceptible de garantir l'avenir économique du pays.

Pour atteindre ces objectifs, le pays a besoin d'une main-d'œuvre qualifiée, motivée et bien rémunérée. L'utilisation

de robots pour effectuer les tâches subalternes fait partie de cette équation stratégique. Étonnamment, peu d'Occidentaux ont compris la portée de l'ambition. Tandis que nous nous préoccupons toujours du bas niveau des salaires chinois, les véritables enjeux sont ailleurs.

La transformation du modèle économique des pays émergents vers une production de biens à forte valeur ajoutée représente un défi pour les économies avancées. Cette question a été longuement débattue dans les sphères universitaires il y a de cela presque dix ans, par les économistes de l'institut de technologie du Massachusetts (MIT) et lauréats du prix Nobel Paul A. Samuelson et Jagdish Bhagwati de l'université de Columbia.

L'annonce faite par Foxconn, en juillet 2011, de sa politique de robotisation, renforcée par l'accord conclu entre Apple et la FLA, démontre la détermination du gouvernement chinois d'accélérer cette transition par une stratégie industrielle beaucoup plus offensive.

C'est l'unique façon d'empêcher le scénario catastrophe aux yeux de la population chinoise et de ses dirigeants : dans une Chine vieillissant plus vite qu'elle ne s'enrichit. Les dés sont jetés.

*www.iza.org
Texte traduit de l'anglais par Sophie Bond.

**LE FIGARO**

Dassault Médias
 14, boulevard Haussmann
 75009 Paris
Président-directeur général
 Serge Dassault
Administrateurs
 Nicole Dassault, Olivier Dassault, Jean-Pierre Dassault, Jean-Pierre Bechtler, Olivier Costa de Beauregard, Benoît Habert, Bernard Monastier, Rudi Rouillon

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS
 14, boulevard Haussmann
 75009 Paris
Président
 Serge Dassault
Directeur général, directeur de la publication
 Marc Feuille

Directeur des rédactions
 Étienne Mougeotte
Directeur délégué aux rédactions
 Jean-Michel Salvator
Directeurs adjoints de la rédaction
 Gaëtan de Capèle (Économie), Anne-Sophie von Clair (Style, Art de vivre, Figaro), Anne Huett-Wullemé (Édition, Photo, Révision), Sébastien Le Fol (Culture, Figaroscope, Télévision),

Paul-Henri du Limbert (Politique, Société, Sciences), Étienne de Montety (Débats et Opinions, Littérature), Pierre Roussel (Étranger) et Yves Thirard (Enquêtes, Opérations spéciales, Sports, Paris)

Directeur artistique
 Pierre Bayle
Graziella Boutet (Infographie)
 Frédéric Picard (Édition)
Éditeur
 Sofia Bengana

FIGAROMEDIAS
 9, rue Pillet-Will, 75420 Paris Cedex 09
 Tél. : 01 55 52 20 00
 Fax : 01 55 52 23 07
Président-directeur général
 Pierre Conte
Direction, administration, rédaction
 14, boulevard Haussmann
 75428 Paris Cedex 09
 Tél. : 01 57 08 50 00
Directeur de la rédaction
 du Figaro.fr
 Luc de Barochez

Impression
 L'Imprimerie, 79, rue de Roisy
 93290 Tremblay-en-France
 Mid Print, 30600 Gallargues-le-Montueux
 Imprim'at Casablanca Maroc
 ISSN 0182-0182
Commission paritaire n° 0416 C 83022
Pour vous abonner Lundi au vendredi de 7 h à 17 h ;
 sem. de 8 h à 12 h au 01 37 3170. Fax : 01 55 67 01 11.
 Gérez votre abonnement sur <http://abonnements.lefigaro.fr>
Formules d'abonnement pour 1 an
 Club : 395 €. Semaine : 229 €. Week-end : 195 €.

OJF
 PRESSE
 PARISIENNE
 1001
 12 Figaro
 Et Vous 12 pages
 Supplément 4 pages
 Magazine 12 pages
 Supplément 5 Madame 6 pages
 600 pages
 6 TV 4 pages
 Promos Portage Leader
 Aut. Diffusion sur
 une partie du territoire national